

Bourgeois et ouvriers, d'après quelques ouvrages récents

Jean Lhomme

Revue économique, Année 1965, Volume 16, Numéro 1

p. 134 - 146

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

BOURGEOIS ET OUVRIERS D'APRÈS QUELQUES OUVRAGES RECENTS

L'histoire économique et l'histoire sociale semblent intéresser vivement les lecteurs, si l'on en juge par la masse des publications nouvelles et même par l'apparition de collections spécialisées (ainsi, la collection « Archives », chez Julliard). Pour essayer de mettre un peu d'ordre dans cet ensemble nécessairement dispersé, nous nous permettrons d'utiliser une distinction sommaire sans doute (et sur laquelle nous ferons nous-même quelques réserves), mais commode, entre les ouvrages consacrés aux bourgeois et les ouvrages consacrés aux ouvriers.



Les bourgeois... Mais que faut-il entendre par là ? Le terme a connu plusieurs acceptions, parfois presque opposées. Au point que, décrivant l'histoire de la bourgeoisie française, Mme Régine PERNOD¹ a été amenée à décrire des réalités très différentes. Son mérite est de s'en être rendu compte et d'avoir donné beaucoup plus de place aux facteurs économiques dans son second tome, consacré aux temps modernes (depuis le XVIII^e siècle) que dans son premier. Il y a eu, pour la bourgeoisie, une sorte d'apogée qui a coïncidé, vers le milieu du XIX^e siècle, avec la mainmise de cette classe sur tous les pouvoirs : le chapitre intitulé « 1848 » décrit fort bien la situation. Et la place du saint-simonisme a été mise en lumière comme elle méritait de l'être (p. 531 et tout le chap. pp. 539 et suiv.), aussi bien dans le bouillonnement d'idées qui a marqué le règne de Louis-Philippe, que dans le lancement des grandes affaires, si caractéristique du règne de Napoléon III ; et sur cet exemple particulier du saint-simonisme, on se convaincra que les « bourgeois » peuvent en effet se révéler très différents les uns des autres.

1. Régine PERNOD, *Histoire de la bourgeoisie en France*, tome I : Des origines aux temps modernes (1960) ; tome II : Les temps modernes (1962) ; Paris. Editions du Seuil, 2 vol.

Parmi les livres qui retracent l'histoire bourgeoise, retenons maintenant celui que Louis GIRARD a consacré à la Garde nationale. Spécialiste du XIX^e siècle, l'auteur a eu raison de se pencher sur cette institution dont on a beaucoup parlé, mais qui n'avait guère donné lieu à des études systématiques².

Si la Garde nationale semble au premier abord ne concerner guère que l'histoire militaire et l'histoire politique, on s'aperçoit assez vite qu'elle offre aussi un grand intérêt pour l'économiste et pour le sociologue, car les circonstances (plus que la volonté des gouvernements) ont fait d'elle un phénomène *de classe*. Non pas tellement par les dépenses qu'entraînait ce service théoriquement gratuit, encore qu'elles ne fussent pas négligeables (cf. les remarques faites pp. 37 et 73); mais surtout parce que, du rôle d'armée supplétive en quelque sorte, la Garde nationale est passée à celui d'organisme de défense d'une classe.

L. G. a fort bien décrit la transformation. Bien que l'institution remonte à 1789, il ne la prend qu'en 1814, à la Restauration, pour montrer comment elle fut, pour un temps, l'arme des ultras. Le comte d'Artois, futur Charles X, entre dans Paris revêtu de l'uniforme de garde national (p. 23); il est nommé « colonel-général des Gardes nationales du royaume » (p. 28). Les choses se modifient lors des incidents de 1827 et, bientôt, la Garde nationale laissera se développer les journées de Juillet.

C'est sous la Monarchie de Juillet qu'elle va prendre ses traits les plus caractéristiques. Elle forme, pour le nouveau régime, l'objet d'une attention particulière (loi de 1831). Durant quelques années, sa fidélité sera sans nuances : on est bien alors en droit de parler d'un ordre bourgeois que défend une milice bourgeoise et — tout au moins à Paris — la vie sociale se trouve largement influencée par l'existence et l'action de la Garde nationale (p. 278). Peu à peu, ce caractère représentatif s'atténuera, tout simplement parce que les différentes fractions de la bourgeoisie cesseront de s'entendre. L'auteur décrit tour à tour les avantages que la Garde fournissait aux hommes en place (p. 251) et les raisons pour lesquelles l'institution périssait, dans les dernières années du règne de Louis-Philippe (p. 249). Aussi, en 1848 et surtout lors des journées de Juin, la composition de la Garde nationale était-elle devenue trop peu uniforme pour que l'institution, dans son ensemble, eût elle-même un rôle uniforme (p. 308). Ce fut là le motif principal de la chute qui frappa son prestige : « Déclin du mythe », dit L. G. (p. 321).

Napoléon III ne laisse guère subsister la Garde nationale que nominalement ; elle est d'ailleurs devenue l'enjeu des luttes entre les

2. Louis GIRARD, *La Garde nationale*, Paris, Plon, 1964, 388 p. (Collection « Civilisations d'hier et d'aujourd'hui ».) On se rappellera un précédent ouvrage du même auteur : *La politique des Travaux publics du Second Empire* (Armand Colin, 1952).

partis politiques. Sa fin est proche : gonflée d'éléments peu disciplinés, peu contrôlables, elle a cessé de représenter, comme vers 1830, un élément bourgeois de la défense bourgeoise. Les événements de 1870-1871, ceux de la Commune surtout, le montreront avec évidence.

L. G. nous permettra-t-il un regret ? Ce dernier acte, le spasme de l'institution, nous semblent traités avec un peu trop de hâte et la justification de cette brièveté (p. 380) ne nous a pas entièrement convaincu : telle est la seule — et très mince — réserve que nous croyons pouvoir faire sur ce livre excellent et qui, pour de multiples raisons, stimule au plus haut point la réflexion.

Si l'on peut discuter sur le caractère bourgeois de la Garde nationale, l'hésitation n'est plus permise, dès que l'on passe à telle illustre famille comme celle des Perier (dans la famille, le nom a été presque toujours écrit sans accent) à laquelle Pierre BARRAL vient de consacrer un savant ouvrage³. Il s'agit d'une thèse de doctorat ès lettres et, suivant l'usage, celle-ci est accompagnée d'importantes indications concernant les sources manuscrites et imprimées, officielles et privées, documents originaux et commentaires. L'ensemble se présente sous la forme d'une histoire que rompent de temps à autre des textes, ceux justement de la correspondance échangée entre les membres de la famille Perier. Le résultat est extrêmement suggestif. Qu'il s'agisse de détails (opinion de Savoye-Rollin sur le projet de loi relatif à l'institution de la Légion d'honneur, pp. 86 et 96), ou de questions importantes concernant la politique de l'Etat ou celle de la famille, chaque proposition se trouve appuyée par des textes qui nous sont intégralement fournis.

Et sans doute P. B. s'est-il borné à retracer l'action de la famille Perier telle qu'elle s'est exercée dans l'Isère. Mais il va de soi que les liens étaient étroits entre la progression des Perier devenus Parisiens et celle des Perier demeurés Grenoblois. Reflet ou contrecoup, comme on voudra ; ce qui est certain, c'est le bénéfice qu'en recueillaient les membres de la famille qui, par inclination ou par nécessité, ont fait carrière en province. Le livre entier forme la preuve de cette solidarité, aussi bien dans sa première partie, intitulée : les luttes (1801-1830), que dans la seconde, intitulée : puissance (1830-1895). L'événement central est bien la formation du ministère Casimir Perier, en 1831. Et l'interaction de la politique et de la finance est soulignée (pp. 90, 92) comme elle méritait de l'être. Mais, à ces faits bien connus, P. B. en ajoute d'autres qui le sont beaucoup moins : il montre en particulier par quelle subtile stratégie les membres de la famille

3. Pierre BARRAL, *Les Perier dans l'Isère au XIX^e siècle, d'après leur correspondance familiale*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 245 p., ill. et deux tableaux généalogiques.

Perier surent s'assurer le contrôle de l'Administration (pp. 115 et suivantes).

Comme on le sait, la prépondérance de la grande bourgeoisie a été relativement longue. Après la secousse de 1848, qui a provoqué plus de craintes qu'elle n'a eu d'effets véritables, cette prépondérance s'est rétablie et le demi-siècle ultérieur ne l'a vu s'atténuer que par degrés⁴. La présidence de la République passe, en 1895, des mains de Jean Casimir-Perier, petit-fils du ministre de Charles X, à celles de Félix Faure, « fils de cordonnier devenu riche tanneur ». C'est le symbole d'une transition « et la victoire définitive des hommes nouveaux » (p. 164).

On appréciera comme elles le méritent toutes ces notations, appuyées sur une documentation neuve et solide. On n'appréciera pas moins la conclusion, brève mais dense. L'auteur montre excellemment ce qu'il y a de spécifique dans la famille Perier (p. 227), en quoi ses membres ont été au plus haut point représentatifs du Centre, d'une certaine forme du Centre (attachement contradictoire à l'Ordre et à la Liberté, p. 228). Ils ont mené une politique d'alliances matrimoniales, ils ont eu au plus haut point l'esprit de clan (p. 230). Mais, vers le tournant qui va faire passer d'un siècle à l'autre, l'adaptation qu'ils ont tentée cesse de pouvoir se faire et dans le monde qui se dessine, leur place ne saurait plus être la première.

Comment eux-mêmes, ou leurs pairs, ont cherché à se défendre, ont lutté pour maintenir ou pour accroître leur fortune, voilà ce que montre d'autre part le livre que publie Jean BOUVIER⁵. La nouveauté n'est pas ici, bien entendu, dans la description du scandale politico-parlementaire, qui a été maintes fois exposé (encore que J. B. la reprenne avec une vigueur très grande). Mais, ainsi qu'il le dit lui-même, « on doit compter deux scandales de Panama, et non un seul... Le second scandale, le moins connu, s'est déroulé dans des sphères plus étroites, à l'intérieur des milieux d'affaires eux-mêmes... Quoi qu'il en soit, des pans entiers de l'histoire réelle de Panama sont demeurés dans le clair-obscur » (pp. 7-8-9). Le livre de J. B. a pour objet de les en tirer, grâce à des documents authentiques comme cette invraisemblable série 7 AQ, aux Archives nationales (cf. pp. 10-13).

4. On nous permettra peut-être de souligner la conformité de toutes ces vues avec celles que nous avons exprimées dans notre livre *La grande bourgeoisie au pouvoir* (1960). P. B. l'indique lui-même, p. 7.

5. Jean BOUVIER, *Les deux scandales de Panama*, Paris, Julliard, 1964, 208 p. (Collection « Archives ».) À propos des « capitalistes », que l'on se gardera d'assimiler entièrement aux « bourgeois », c'est ici le lieu de rappeler l'excellent petit livre de Guy P. PALMADE, *Capitalisme et capitalistes français au XIX^e siècle* (Paris, Armand Colin), paru un peu antérieurement (1961) aux ouvrages analysés dans le présent article.

L'auteur a une profonde connaissance des milieux financiers⁶, c'est dire qu'il évolue avec aisance parmi les bilans et les rapports d'expertise. Les banques, les affairistes, les journaux ont touché sans discussion possible des sommes hors de proportion avec les services par eux rendus... à moins que ce ne soit l'absence même de services qu'il ait fallu rémunérer. « A Panama, ce n'est pas seulement le concours utile qu'on a rétribué, mais surtout l'excès et les abus. On a accepté tous les chantages » (p. 115). Opinion désenchantée qui représente la morale, si l'on peut dire, de cette peu édifiante histoire.

*
**

Après les ouvrages⁷ consacrés aux bourgeois, ou du moins principalement tournés vers eux, voici la littérature qui traite d'histoire ouvrière. Mais ici encore, il convient d'observer que l'orientation n'est que générale : parmi les socialistes, beaucoup d'intellectuels, comme on sait, sinon même de bourgeois. Et une remarque du même ordre pourra se faire, dans un instant, à propos des anarchistes.

Mais considérons d'abord le socialisme lui-même, plus précisément la S.F.I.O., qui a donné lieu, en peu de mois, à deux études remarquables ; l'une de Daniel Ligou, l'autre de Georges Lefranc.

Avant toute chose, il convient de souligner les mérites de ces auteurs. Nous manquions, en vérité, d'ouvrages d'ensemble sur le socialisme contemporain. Il fallait bien du courage pour combler la lacune et s'attaquer à un sujet pareillement vaste, pareillement délicat. Le courage n'a manqué, ni à D. L., ni à G. L., et même après les quelques réserves qui seront faites ci-après, ce point devra être retenu.

Pour n'y plus revenir, signalons à Daniel Ligou⁸ qu'il aurait intérêt à « écheniller » son texte et à faire disparaître, dans une

6. Cf. sa thèse de doctorat ès lettres, *Le Crédit lyonnais de 1863 à 1882* (2 vol., 1961) et ses autres ouvrages : *Le krach de l'Union générale* (1960), *Les Rothschild* (1960), *Finances et financiers de l'Ancien Régime* (1964), ce dernier en collaboration avec Henry GERMAIN-MARTIN.

7. Nous n'avons garde, pour beaucoup de raisons, d'oublier parmi eux le livre de Mlle Adeline DAUMARD : *La bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1963, 662 p. Ouvrage remarquable par sa méthode (fixation des cas-limites, multiplication des études quantitatives), par ses sources (dossiers de faillites, étude des contrats de mariage chez les notaires, des mutations par décès auprès de l'Enregistrement), par ses résultats : l'auteur est parvenue à établir un « état » parfaitement net des milieux économiques et sociaux représentant la bourgeoisie parisienne, à l'époque de la monarchie parlementaire.

Mais, pour plus de précisions, on se référera aux pages ci-dessous, que Mlle A. D. a bien voulu fournir pour le présent numéro de la *Revue économique*.

8. Daniel LIGOU, *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*. Lettre-préface de P. Mendès-France. Paris, Presses universitaires de France, 1962, 672 p.

nouvelle (et certainement prochaine) édition des inadvertances telles que « des alternatives de succès et de revers » (deux fois pp. 581 et 608) ou encore le fâcheux lapsus sur les mistelles (pp. 342 et 656). De même, il devrait surveiller plus exactement l'orthographe des noms propres : Delescluze, dès la troisième ligne du texte (p. 7) est écrit avec une *s* terminale ; le nom d'Auguste Serailler se trouve tantôt (correctement) pourvu d'une *r* et tantôt de deux (pp. 12, 13, 24), etc.

D'un autre côté, la bibliographie (pp. 639-644) est représentée par une simple liste, assez peu instructive, où le bon se trouve mêlé au moins bon, et où l'usager distingue mal entre l'essentiel et l'accessoire. Il fallait réagir contre la tendance fréquente qui consiste à envoyer pêle-mêle à la tête du lecteur des titres de valeur et d'importance très inégales. Divers historiens ont fourni à cet égard des modèles que nombre d'économistes gagneraient à imiter !

Mais sachons à notre tour faire la différence entre l'accessoire et l'essentiel et venons-en à ce dernier. D. L. a fixé à son propos des limites précises : il s'agit du socialisme en France, et de 1871 à 1961. Rien à dire du temps ni de l'espace ainsi retenus : l'échec du mouvement communaliste représente certainement un point de départ admissible, de même que le choix de la France se passe de commentaire.

C'est plutôt à propos du « socialisme » considéré que la discussion peut s'ouvrir : de quel socialisme va-t-il être question ? En fait, d'un socialisme de juste milieu, excluant l'anarchisme dans les années antérieures à 1914 et le communisme après la scission de Tours, en 1920⁹. Inutile de dire pourquoi, en quoi, l'anarchisme et le communisme sont liés au socialisme tout en se différenciant de lui : nous ne ferions là que retrouver des lieux communs. Reste que le socialisme décrit par D. L. n'est qu'un des socialismes possibles, l'une des formes effectivement revêtues par le socialisme *in genere*. Répétons encore que chaque auteur est maître de traiter tel ou tel objet : mais on aurait aimé que D. L. fût plus conscient du choix ainsi effectué par lui, et des limites qu'il s'est assignées. Sa description n'est plus que celle d'un socialisme dont Mme M. Perrot (in : *Le Mouvement social*, n° 41, oct.-déc. 1962, p. 76) a dit que c'était « un socialisme en chambre, feutré, un peu clos sur lui-même... ; socialisme surtout tactique, qui règle les plus graves difficultés dans le balancement des motions ». Le jugement nous semble fort exact, à une réserve près : « feutré », le socialisme décrit par D. L. ne l'est que dans le sens précisé avec bien de la finesse par Mme P. Mais en un autre sens, il ne l'est guère : surtout avant 1914, ce fut un socialisme bruyant, agité, abondant en manifestations verbales, et les mauvais esprits

9. *Le Congrès de Tours (1920)* vient de donner lieu, sous ce titre, à un ouvrage de Mme Annie KRIEGLER, paru dans la collection « Archives » (Julliard, 1964). L'auteur expose, d'après les débats, l'histoire de ces journées (25-29 décembre 1920) qui devaient marquer si fortement l'histoire du socialisme.

ajouteront peut-être que la violence du langage croissait en raison inverse de l'audace effective ; peut-être encore y avait-il là le désir (devenu, à nos yeux, un peu naïf) de faire trembler le bourgeois. Mais évitons d'entreprendre contre le socialisme entier un procès d'intention ; évitons surtout de faire figurer l'interprète du socialisme au rang des accusés : disons seulement que D. L. eût sans doute gagné à dégager plus nettement, par différence, les traits fondamentaux du seul socialisme dont il a voulu faire la description.

Dans le même ordre d'idées, on est en droit de regretter que ce socialisme revête une allure formelle, en quelque sorte désincarnée. Il nous est décrit d'après des documents divers, dont les plus nombreux et de beaucoup sont les Congrès. Source intéressante, certes, mais qui ne correspond, malgré tout, qu'à une partie de la réalité : on aurait aimé que des références plus nombreuses fussent faites à la composition sociale de ce socialisme, qui n'a tout de même pas été uniquement une machine à fabriquer des motions ou à organiser des Congrès ! Histoire du socialisme ? Fort bien ; mais les socialistes auraient eu droit, eux aussi, à leur histoire, liée à la précédente ; il aurait été bien utile de voir dans quels milieux sociaux se sont successivement recrutés les adhérents, les sympathisants, les militants — toutes ces nuances nous sont devenues familières, depuis les travaux de M. Duverger notamment.

L'économiste s'en voudrait de paraître, comme on dit, tirer la couverture à lui. Cependant l'environnement économique, les fluctuations de la conjoncture, en particulier, ont sans aucun doute joué un rôle dans les destinées du socialisme français. La preuve la moins contestable en est fournie par le Front Populaire et par les événements de 1936. Dès lors, il ne suffit pas d'énoncer comme le fait D. L. (p. 397) que « l'étude de la crise économique de 1929 n'est pas de notre ressort » et de passer aussitôt à des faits politiques comme la succession des ministères et les contacts entre les partis politiques (pp. 397-408). Le lecteur mal informé serait presque conduit à penser que le socialisme des années Trente s'est vu orienté dans tel ou tel sens uniquement par le jeu des alliances électorales ou des conflits doctrinaux. D. L. ne le pense certainement pas. Mais il lui appartenait de ne pas diriger le lecteur vers une interprétation aussi erronée.

Nous voulons, pour conclure, redire tout le bien que nous pensons d'un pareil ouvrage. Sur certains points, ses tendances nous ont paru discutables. Qui pourrait avoir la prétention de satisfaire tout le monde ? D. L. voudra bien voir, dans les remarques qui précèdent, une preuve de l'intérêt — du très grand intérêt — que nous avons éprouvé à lire son bel ouvrage. Les étudiants, le public cultivé lui-même, y puiseront longtemps des renseignements utiles. Et les spécialistes y trouveront matière à des discussions enrichissantes.

Il est fort instructif de comparer l'ouvrage précédent à celui de Georges LEFRANC¹⁰, auteur qu'ont déjà fait connaître de nombreux travaux d'histoire sociale et syndicale. La période étudiée est presque exactement la même que ci-dessus, toutefois la recherche de G. L. s'arrête en 1940. Et, comme D. Ligou, G. Lefranc se limite à la S.F.I.O., peut-être toutefois avec moins de rigueur. De ce point de vue, les observations faites tout à l'heure conservent une partie de leur portée.

Mais l'atmosphère, le ton des deux livres, sont bien différents. Alors que nous avons pu reprocher à D. Ligou une sorte de formalisme, une information trop strictement tirée des Congrès socialistes, G. Lefranc traite beaucoup plus nettement du « Mouvement » socialiste et, en ce sens-là, le titre qu'il a choisi n'est pas usurpé. Moins de place donnée au débats des Congrès, plus d'importance attribuée à la politique active. Ainsi, l'étude du Front populaire nous a paru exposée de façon beaucoup plus vivante dans ce livre que dans celui qui l'a précédé.

Au surplus, la personnalité des deux auteurs s'oppose. G. Lefranc a vécu bien davantage le mouvement socialiste « de l'intérieur », il a connu personnellement un grand nombre des acteurs de l'histoire par lui évoquée, et plusieurs de premier plan (Léon Blum, Lucien Herr, à la mémoire de qui est dédié son livre). A chaque instant apparaît la trace des contacts dont il a pu bénéficier (ex. très nombreux : pp. 190, 233, 273, 274, 288, 291, 307, 311, 326, 385, 386, 390, etc.). Cette documentation de première main représente un avantage certain. D'autre part on se rend compte, au fur et à mesure de la lecture, combien l'exposition a de clarté : mérite qui n'est pas mince, en une histoire fort embrouillée, car les luttes de tendances ont été extrêmement vives et confuses en même temps, au sein du socialisme.

Sa double qualité d'historien et de témoin, a permis à G. L. de tracer un certain nombre de portraits qui méritent de retenir l'attention. Celui de Jaurès était peut-être un des plus faciles. Mais ceux de Marcel Déat (pp. 288 et suiv.), de Paul Faure (p. 243) sont excellentes. Quant à celui de Léon Blum, particulièrement délicat étant donné la personnalité complexe qu'il s'agissait de décrire, il est de premier ordre (pp. 243-249), avec toutes les nuances nécessaires¹¹.

10. Georges LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la III^e République (1875-1940)*, Paris, Payot, 1963, 444 p. (Collection « Bibliothèque historique ».)

11. G. L. est sévère pour quelques-uns de ses devanciers et s'en explique p. 10. Il est permis, dès lors, de lui signaler que la très belle définition du socialisme donnée par Ch. ANDLER (« Être socialiste, c'est avoir passé par une régénération intérieure totale et par une reconstruction de tout l'esprit », texte cité p. 181) est répétée p. 392.

Nous sommes donc de mieux en mieux outillés, à mesure que les années passent et que les historiens poursuivent leur tâche. Il manquait, naguère, des ouvrages d'ensemble sur le socialisme français. En voilà deux, fort différents malgré leur objet tout voisin, et le lecteur ne peut que s'en déclarer satisfait.

Plus encore, s'il veut approfondir certaines questions. Car les études de détail viennent se superposer aux travaux de portée générale. C'est ainsi que Mme Annie Kriegel nous offre coup sur coup plusieurs preuves de ses vastes connaissances sur le mouvement ouvrier du ^{xx}e siècle ¹². On retiendra comme particulièrement instructif ce qu'elle a écrit sur le rôle des organisations ouvrières en 1914. Le sous-titre : « La guerre et le mouvement ouvrier français » indique que l'auteur limite son propos à l'action ouvrière contre le déclenchement des hostilités. De même que dans les autres ouvrages de la même collection, c'est la presse qui est retenue comme représentative de l'opinion : *L'Humanité*, *La Guerre sociale* (Gustave Hervé est en train de changer de camp). Des illustrations, des portraits bien choisis et surtout des Annexes instructives et une bonne bibliographie complètent cet ouvrage qui tient plus que ne promettent ses faibles dimensions.

Auteur d'un beau travail sur le mouvement anarchiste en France, Jean MAITRON était particulièrement qualifié pour présenter Ravachol et son milieu ¹³. Très vivant, son livre met en parallèle des documents fort dissemblables ; les uns concernent des crimes purs et simples (qui n'ont même pas toujours l'excuse de la misère, cf. l'affaire Emile Henry, chap. 3) ; les autres retracent les rapports entre anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire (chap. 5). Où se trouve alors le lien entre les deux sortes de faits, entre les actes de banditisme d'une part et d'autre part les discussions (parfois les arguties) où s'embourbent les doctrinaires ? On ne peut évidemment reprocher à J. M. de ne pas avoir établi ce lien, si vraiment il n'existe pas. Mais le lecteur ne peut s'empêcher d'éprouver quelque malaise, imputable sans doute à la nature même des doctrines anarchistes et plus

12. Outre sa thèse de doctorat ès lettres, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, 2 vol., Mouton (1964), et le livre sur le *Congrès de Tours*, cité dans une note précédente, on lira, du même auteur : *Les Internationales ouvrières (1864-1943)*, Coll. « Que sais-je ? » (1964), et *1914, La guerre et le mouvement ouvrier français*, coll. « Kiosque » (1964). Ce dernier en collaboration avec J.-J. BECKER.

13. Jean MAITRON, *Ravachol et les anarchistes*, Paris, Julliard, 1964, 214 p. (Coll. « Archives ».) Précédemment paru : *Le mouvement anarchiste en France* (Sudel, 2^e éd., 1955).

encore aux milieux sociaux dans lesquels elles étaient propagées ou utilisées au cours des années voisines de 1900. Sur tout cela, la documentation réunie par J. M. jette des lumières bien instructives. Elle révèle en particulier combien le mouvement anarchiste a été, en un sens, tout autre chose qu'un mouvement ouvrier. Au minimum, les ouvriers — les véritables ouvriers — sont loin d'y avoir occupé toute la place, et la littérature de l'époque serait susceptible d'entretenir bien des erreurs et de faire naître bien des illusions. Le mérite d'un livre comme celui de J. M. est d'éviter les premières et de dissiper les secondes.

Sous la direction du même auteur vient de commencer la publication d'un vaste *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*¹⁴. Il s'agit seulement du premier tome (lettres A à C) de la première partie, qui couvre la période 1789-1864, c'est-à-dire jusqu'à la formation de la I^{re} Internationale. Les deuxième, troisième et quatrième parties seront respectivement consacrées aux périodes 1864-1871, 1871-1914 et 1914-1939. Soit une douzaine de tomes, semble-t-il. Rien que pour le présent volume, six collaborateurs immédiats et une centaine dans les départements ! On ne peut qu'éprouver un grand respect pour l'immensité de la tâche entreprise. Qu'on y songe : dans ce seul premier tome figurent 20 Chevalier, 13 Arnaud (sans compter les Arnould ni les Arnault), 10 Brunet, 9 Clément, etc.

Le difficile dans une pareille tâche, c'est de tracer la limite entre ce qui peut être retenu et ce qui doit être rejeté : les auteurs font part, dans l'avant-propos (dû à Jean Dautry et Jean Maitron) de leurs scrupules à ce sujet. Ils observent (p. 19) qu'il y a eu parfois, dans le mouvement étudié par eux, conjonction des ouvriers et des éléments d'origine bourgeoise. Ainsi s'explique la présence, dans le Dictionnaire, de noms comme celui de Michel Chevalier. Le nom de Frédéric Bastiat paraît plus discutable, malgré la justification qui est tentée (p. 164).

La source de beaucoup la plus fréquente est représentée par les dossiers de police et les dossiers judiciaires. Ne nous en étonnons pas. Comme le disent très justement les auteurs de l'avant-propos, « la vie ouvrière, en entendant par là à la fois les formes d'action et les formes d'organisation du prolétariat, entre totalement dans la catégorie des délits », cela du moins dans toute la phase antérieure à la loi de coalition (1864), celle justement que couvre le présent volume. Quoi qu'ils fassent et dès qu'ils agissent, les ouvriers tombent sous le coup de la loi. En conséquence, ce qui permet de les repérer neuf fois sur dix, ce sont les archives judiciaires ou policières.

14. Jean MAITRON (sous la direction de...), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, les Editions ouvrières, 1964, 490 p.

Sur ce point, on nous permettra une observation. N'y a-t-il pas quelque excès, dans le fait de retenir à titre de militant tel personnage comme ce François Courset (p. 472), qui n'était peut-être qu'un ivrogne, ou ce Job Bonnet (p. 263) qui n'était peut-être qu'un clochard : l'auteur de la notice se demande lui-même si, à l'approche de l'hiver, Job Bonnet n'a pas commis quelque délit mineur afin de passer à l'abri les mois les plus rigoureux ? Ou encore ce Benoist (sans prénom, p. 191), poursuivi « parce qu'il possédait chez lui des portraits de Robespierre, de Marat et de Danton, qu'il avait découpés dans l'*Histoire de la Révolution française*, de Thiers ». En vérité, si ce dernier cas semble bien un cas-limite, il est également instructif, car il révèle quelles étaient la sévérité, la méfiance de la police impériale en 1854.

Tel est ce bel ouvrage qui représente une mine inépuisable de renseignements. Il traduit un effort considérable et fait honneur à la science française.

*
**

Nous sera-t-il permis de forcer quelque peu la notion d'« histoire » et de faire entrer, dans la présente recension, un ouvrage qui semble ne s'intéresser qu'à l'actualité ? Mais sa portée est si grande, le bilan qui nous est fourni à une précision telle qu'il est possible de le ranger parmi les documents dont l'historien ne manquera pas de faire état.

Il s'agit du livre de René KAES¹⁵. Notre époque a connu beaucoup d'enquêtes sur échantillon, mais plusieurs d'entre elles auraient gagné à être effectuées avec autant de soin ; sans doute auraient-elles conduit alors à de meilleurs résultats.

Très correctement, le livre débute par des définitions.

Définition, d'abord de la culture : après avoir présenté plusieurs conceptions possibles, l'auteur choisit la sienne, fort analytique et même assez énumérative, en tous cas fort longue (cf. p. 18). Il suffira de noter qu'elle indique des bases (connaissances et expériences), sur lesquelles s'édifie une manière d'être en vue de développer la personnalité du sujet. Bien entendu, parallèlement à cette notion de culture telle que la dégage l'enquêteur, on retrouve plus tard (pp. 282-316 et surtout 298-299) les notions que les ouvriers eux-mêmes se font de la culture, ainsi que les modèles choisis par eux (pp. 306-311).

Vient ensuite la définition des « ouvriers » soumis à l'enquête, c'est-à-dire la description de l'échantillon (pp. 29 et suiv.). 14 entreprises ont été choisies, dont 7 occupent moins de 500 ouvriers, 4 de

15. René KAES, sous la direction de Marcel DAVID, *Les ouvriers français et la culture*. Enquête 1958-1961. Publication de l'Institut du Travail (Faculté de Droit et des Sciences politiques et économiques de l'Université de Strasbourg). Un vol. 592 p. (sans nom d'éditeur ni de lieu), 1962.

500 à 1 500 et 3 plus de 1 500. Le personnel total étant de 7 823 personnes, 572 seulement ont été retenues et se répartissent ainsi (pp. 44 et suiv.) :

- 429 hommes et 143 femmes ;
- 347 salaires mensuels inférieurs à 500 F et 210 supérieurs (15 incertains) ;
- 268 manœuvres spécialisés, 183 professionnels, 94 qualifiés (27 incertains) ;
- 156 célibataires, 388 ménages, 17 veufs, 10 divorcés ;
- 200 membres d'un syndicat, 365 non membres (7 incertains) ;
- 184 d'un niveau inférieur au C.E.P., 256 d'un niveau égal, 87 d'un niveau supérieur (45 incertains).

La « présentation » ainsi faite, l'enquête comporte quatre parties : comportement des ouvriers à l'égard de la culture ; leurs attitudes ; ce que les ouvriers pensent de la culture ; enfin cohérence et hétérogénéité des comportements et représentations. Cette dernière nous semble la moins bien venue. Mais les autres offrent un intérêt soutenu. Faute de place, nous ne pourrions prendre, dans chacune, que des exemples.

Quel est le comportement des ouvriers à l'égard du cinéma, considéré comme un instrument (éventuel) de culture ? Les réponses figurent aux pages 137-144. Elles précisent tour à tour le rythme de fréquentation des salles, les moyens utilisés pour le choix des films, d'où, au passage, cette remarque importante que « fort peu de sujets manifestent leur choix dans une attitude active et une recherche personnelle d'approfondissement de leur goût et de leur sensibilité » (p. 140). Si l'on se réfère à la définition retenue pour la culture, on peut donc mettre en doute, dès le principe, le rôle culturel du cinéma.

Autre question : dans quelle mesure l'histoire est-elle retenue par les ouvriers comme moyen de culture ? On apprend alors (p. 205) que parmi les sujets historiques, l'histoire du mouvement ouvrier intéresse fort peu les personnes soumises à l'enquête : 7 % du total, seulement. Résultat inattendu, et peut-être affligeant.

Mais quelle représentation les ouvriers se font-ils de la culture ? Laissons de côté l'attitude extrême — et tout à fait navrante — signalée p. 281, dans les termes mêmes qui ont été employés : « On est trop ignorant ... Ici, le niveau d'instruction est trop bas ... Je ne connais pas de gens qui parlent de ces choses-là, on est trop bête ... On ne peut parler que de sport, le reste c'est trop difficile pour nous ». Toutes les réponses ne sont pas, heureusement, de ce niveau. Au point même que l'enquête a pu s'élever jusqu'à une question très vaste : celle de savoir si la culture considérée doit être spécifique, propre aux ouvriers (pp. 423-434). La réponse est, en gros, que les sujets les plus démunis justement, d'une culture, croient à la spécificité de celle-ci. Attitude inverse chez les ouvriers les plus développés et aussi les plus jeunes : ils refusent une culture qui entre-

tiendrait l'isolement de leur classe, et qui tendrait à être une culture de seconde zone (p. 434).

Sur les solutions possibles, enfin, l'enquête commence par fournir l'énumération de celles qui ont été proposées, dans leur plus grand détail (pp. 475-503). Ensuite elle les regroupe et en fournit un tableau d'ensemble (p. 505). Méthode un peu lourde peut-être, mais qui offre l'avantage d'une très grande clarté.

Les remarques précédentes donneront sans doute quelque idée de la richesse de cet ouvrage. Nous regrettons d'avoir dû nous borner à un aperçu aussi sommaire. Il convient, en tous cas, de féliciter R. Kaes(et ses collaborateurs) d'avoir mené à bien ce gros travail. Il ne faut surtout pas oublier que Marcel David a dirigé l'enquête et l'a imprégnée tout entière de sa forte personnalité.

JEAN LHOMME